Le journalisme fait partie du service public

Le 3 mai est la Journée mondiale de la liberté de la presse – l’occasion de souligner l’impact de la crise du coronavirus sur la situation en Suisse. Même si les conditions sont bonnes chez nous en comparaison mondiale, on observe en Suisse aussi une dégradation constante des conditions-cadres pour les médias indépendants et les professionnel-le-s des médias. Les droits fondamentaux de la liberté de la presse et d’information doivent donc être revendiqués sans cesse et véritablement respectés.

La pandémie du coronavirus a accentué la crise médiatique en Suisse. Dans le secteur de la presse écrite, les restructurations, les licenciements collectifs et les centralisations de ces dernières années ont notamment conduit à une concentration des médias qui compromet gravement la diversité des médias et la pluralité d’opinions. Les médias en ligne, dont les plateformes principales appartiennent généralement à l’une des quatre grandes entreprises suisses de médias, ne comblent pas encore suffisamment les lacunes. syndicom appelle donc à un changement de mentalité en matière d’aide aux médias. Elle doit être liée à des conditions concrètes, inhérentes à la démocratie.

En particulier en temps de crise, il faut un journalisme fiable et basé sur les faits

La pandémie mondiale a provoqué un besoin accru en un journalisme qui fournit des services d’information vérifiée et critique et détecte les fake news et les demi-vérités. Sur son affiche de cette année, la Fédération internationale des journalistes (FIJ), dont syndicom est membre, illustre de manière saisissante la valeur du journalisme – qui sauve souvent des vies. Ce service au public est qualifié d’indispensable par la présidente de la Confédération et ministre des médias Simonetta Sommaruga dans sa lettre à syndicom datée du 28 avril et elle remercie tous les journalistes de leur travail.

Le service public des médias doit être au centre de l’aide à la presse

Le service public des médias doit disposer d’une agence de presse indépendante et trilingue. L’actuelle Keystone-ATS doit donc être dissociée de sa structure de propriétaires et obtenir une aide publique plus importante. La SSR doit bénéficier de suffisamment de fonds pour ses services afin de pouvoir maintenir son niveau et son audience dans toutes les régions du pays. Par ailleurs, il convient de veiller à ce que les médias privés imprimés et en ligne qui souhaitent recevoir une aide indirecte et directe assurent de bonnes conditions de travail aux professionnel-le-s des médias. L’aide aux médias doit donc aller de pair avec une convention collective de travail et un véritable partenariat social réellement respecté.

La diversité et la qualité des médias ne doivent pas être victimes de la crise du coronavirus

Les signes se multiplient montrant que les entreprises de médias poursuivent la concentration des titres, suppriment des emplois et détériorent les conditions de travail en raison de la crise du coronavirus. Cela serait préjudiciable à la qualité du travail journalistique et des contenus médiatiques. C’est pourquoi syndicom a lancé une enquête avec des associations alliées auprès des professionnel-le-s des médias pour dresser un bilan des conditions de travail avant la crise du coronavirus. L’enquête est disponible sur le site

syndicom.ch/sondagesurlesmedias2020/.